

# « Les médias, qui auraient dû être des accélérateurs... ne l'ont pas été »

Dominique Wolton, CNRS. Entretien avec Guy Lochard

**Guy Lochard** – *Les événements d'octobre-novembre 2005 ont mis à l'ordre du jour de l'agenda politique institutionnel la question de la représentativité professionnelle et d'une représentation moins discriminante des « minorités visibles » à la télévision. En témoigne, en novembre 2005, l'invitation du président de la République aux responsables des chaînes de télévision et au Conseil supérieur de l'audiovisuel, afin d'attirer leur attention sur cette question.*

*De ce point de vue, reproche a souvent été fait à la France d'éluider cette problématique, très présente par contre dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada. Qu'est-ce qui, dans les histoires, les systèmes, les pratiques politiques de ces différents États, explique ce décalage, cette différence de situations ? L'opposition généralement décrite entre le modèle républicain français et le modèle communautaire suffit-elle à en rendre compte ?*

**Dominique Wolton** – Le modèle républicain français impose l'intégration. Il existe différentes politiques sur cette question. Le modèle républicain vise plutôt l'intégration avec une vision universaliste. Priorité est donc donnée à l'intégration et l'assimilation dans l'État-nation. C'est ce modèle qui a créé la France. L'autre modèle, plus respectueux des différences culturelles, choisit plutôt le communautarisme. À mon avis, du point de vue de la philosophie politique, si les deux conceptions sont différentes, empiriquement, depuis cinquante ans, les politiques des deux modèles se ressemblent beaucoup. Même si ces derniers, qui se proposent de favoriser l'assimilation des minorités étrangères ou immigrées, sont un peu en panne en ce qui

concerne l'ascension sociale, j'aurais tendance à penser que, plus ambitieux dans ses aspirations, le modèle français d'intégration et d'universalisme fonctionne peut-être moins bien que celui, plus discutable et moins ambitieux, du communautarisme. Voilà le contexte général.

Qu'est-ce qui s'est joué en France ? Ce pays a réussi, jusque dans les décennies 70-80, l'ascension sociale de plusieurs générations d'immigrations italienne, espagnole, en résumé européennes. La situation s'est trouvée compliquée avec l'arrivée d'immigrations du Maghreb et d'Afrique noire, en premier lieu parce qu'elles n'étaient pas issues du continent européen, en second lieu parce que leur religion était l'islam, et en troisième lieu parce qu'il existait des contentieux coloniaux.

Ce qui se joue dans le déraillement du modèle universaliste français, est qu'il n'a pas su passer d'une immigration de masse à une immigration de rapatriement familial. Du coup, il y a eu peu d'intégration, il y a eu simplement une cohabitation instaurant une société à deux, voire trois vitesses. La ségrégation l'a emporté sur l'intégration recréant finalement sans le dire un modèle communautariste.

Ce qui est important, qui a explosé le 27 octobre 2005, c'est le rappel en direct de l'échec de la République française, obligée de reconnaître, au prix d'un difficile effort, que son modèle universaliste n'arrivait plus à intégrer ses enfants. Ces jeunes de banlieue, en criant et en brûlant leurs propres voitures, et non celles des riches, ont rappelé à la République que, certes, ils avaient des devoirs envers elle, mais que celle-ci en avait aussi à leur égard. Les obligations d'intégrer ne réussissent plus depuis au moins deux générations ; le modèle universaliste français est en panne.

Dominique Wolton

« Les médias, qui auraient dû être des accélérateurs... ne l'ont pas été »

Deuxième point à noter, cette intégration s'est établie sur un modèle de « société blanche ». La France est peuplée de Français blancs. Or, ce modèle ne fonctionne plus, parce qu'il y a très longtemps que la France n'est plus blanche. Son modèle en bonne partie colonial, mais pas seulement, consistait en effet à intégrer culturellement, esthétiquement et intellectuellement des immigrés du Maghreb, d'Afrique noire, d'Asie, et aussi du Proche-Orient, avec les protectorats et les mandats. En tout état de cause, depuis les décennies 60-70, la France est devenue multiculturelle. De ce fait, il y a un décalage entre la réalité sociologique et le modèle politique qui, est, lui, resté blanc. Comment expliquer cet éloignement entre le modèle d'intégration français blanc et la réalité socioculturelle, si ce n'est par l'émergence, entre les deux, d'un vote d'extrême-droite, d'un affaiblissement de l'universalisme républicain, certes très important du point de vue des valeurs, mais inopérant dans la réalité. Les mots ne suffisent plus à cacher la réalité.

Mon hypothèse sociopolitique est simple : depuis trente ans, l'extrême-droite a suscité deux réactions. Une première, assez honnête de la part de l'ensemble des forces politiques, a été de résister au racisme et à la discrimination. Par contre, la lepénisation des esprits a imprégné la société.

Ni les élites, ni l'ensemble de la population, qui a cependant politiquement contenu le vote d'extrême-droite, n'y ont en revanche réussi au plan culturel. Ainsi, on a continué à parler d'un modèle universaliste d'intégration français en panne, sans aborder la question culturelle.

Or, la France est multiculturelle à trois titres : d'abord à cause de ses territoires d'outre-mer : dix collectivités territoriales sur trois océans produisent autre chose qu'une France blanche ; ensuite, les enfants de l'immigration des deux ou trois dernières générations ; enfin, la France au cœur de la francophonie – avec 63 États et 200 millions de francophones de toutes les couleurs et les régions du monde. La France n'a pas voulu reconnaître que le fait d'être multiculturelle est une force. Et ceci en raison de cette fameuse lepénisation des esprits.

Ce qui est intéressant dans cette révolte du mois d'octobre, et c'est la raison pour laquelle il faut en avoir une lecture

positive, c'est que, pour la première fois, on a entendu nettement : « *Être Français ce n'est pas être Blanc, c'est avoir l'égalité des chances dans la République* ». La question n'est plus seulement celle de l'intégration, mais aussi de la cohabitation, du respect des différentes couleurs, et l'obligation de reconnaître que la République, ce n'est plus mettre tout le monde dans le même moule, mais c'est aussi la diversité. La diversité n'est pas une menace pour la République, c'est une force. Reconnaître les identités culturelles, ce n'est pas segmenter la société, c'est reconnaître son pluralisme, source d'ouverture. Nous sommes en train de passer d'un modèle universaliste blanc à un modèle qui doit intégrer la diversité culturelle et le statut multiculturel de la France. Nous y gagnons une richesse politique et culturelle évidente, mais aussi de la tolérance et, ce faisant, la France se met progressivement à l'unisson des grands pays qui sont tous, de près ou de loin, multiculturels.

C'est en acceptant son identité multiculturelle que la France sera capable d'aborder de manière plus favorable, d'abord la francophonie dans sa dimension mondiale et, ensuite, tous les problèmes de cohabitation culturelle qui la préoccupent. Reconnaître la diversité culturelle, ce n'est pas glisser vers le communautarisme, c'est au contraire sauver l'universalisme. Apprendre à redéfinir le modèle universaliste à l'heure de la diversité culturelle.

Depuis cinq ou six ans, mes recherches ne portent pas sur l'identité française, car d'excellents travaux ont été rédigés à ce sujet. Elles portent sur la question suivante : comment gérer l'émergence des identités culturelles qui sont des réactions violentes à la mondialisation ? Les peuples veulent bien s'ouvrir à la mondialisation, à condition de conserver leurs racines, c'est-à-dire d'abord leur identité, ensuite leurs langues. Les questions d'identité culturelle, tout au moins l'intérêt pour la diversité culturelle, vont devenir des questions politiques fortes. La mondialisation est une ouverture, mais aussi une rationalisation qui réveille le besoin de conserver les identités dans un monde ouvert à condition d'être sûr. C'est la convergence de ce que j'appelle *le triangle infernal*, identité, culture, communication. Ou bien l'on gère ce nouvel enjeu politique mondial et l'on organise progressivement la diversité culturelle, ou bien les facteurs culturels, indissociables de la commu-

« Les médias, qui auraient dû être des accélérateurs... ne l'ont pas été »

Dominique Wolton

nication, deviennent des facteurs de guerre. Il faut tout faire pour éviter que les identités ne deviennent agressives, et organiser la cohabitation culturelle, concept à mon avis directement complémentaire de celui de diversité culturelle. Dans mon dernier livre, *Demain la francophonie*, je m'intéresse à la séquence « Mondialisation, diversité culturelle et construction » de la cohabitation culturelle. La France, de par son histoire – mais aussi la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne –, est exactement en phase avec cet enjeu politique mondial : l'ouverture provoque la perte des repères traditionnels, il est nécessaire d'en forger d'autres pour retrouver une tradition. Il n'y a aucune contradiction entre la France multiculturelle d'aujourd'hui et la France éternelle d'hier.

## La discrimination positive ne doit pas se voir

**Guy Lochard** – *La diversité est devenue l'objet d'une rhétorique un peu convenue, cette expression existant par exemple dans certaines entreprises qui signent des chartes en ce sens pour afficher un engagement éthique qui participe d'une image de marque. Mais, ce faisant, cette rhétorique fait quelquefois écran à la question concrète des moyens effectifs pour lutter contre les discriminations. Cette question nous intéresse plus spécialement parce qu'elle concerne la télévision, où l'on peut certes proclamer le droit et le devoir de diversité, mais où il faut, à un certain moment, s'attaquer concrètement au problème, prendre des dispositions, envisager des mesures, voire des quotas. Comment abordez-vous cette question ?*

**Dominique Wolton** – Je suis favorable aux politiques d'action positive, mais non sous forme de quotas, car d'autres moyens peuvent être institués. Il y a beaucoup de retard et de gâchis en France pour admettre ce statut multiculturel. Depuis trente ou quarante ans, deux générations ont été sacrifiées sur l'autel d'un modèle qui ne correspond plus à la réalité.

La France elle-même fait preuve de masochisme pour, d'une part, n'avoir pas été fidèle à ses valeurs d'universalité, de promotion de l'égalité et de la fraternité et, d'autre part, s'être privée de toutes les élites « beures », noires ou

jaunes qu'elle aurait pu valoriser. Pour rattraper ce retard, contrairement à tous les discours ambiants bien pensants, je suis favorable à des mesures de discrimination positive pendant sept, dix, ou quinze ans. Je suis en colère lorsque j'entends dire, par ceux qui sont le mieux intégrés, qu'il ne faut surtout pas adopter ce genre de mesures. L'action positive ne menace pas le modèle républicain ou universaliste ; elle le défend. Comment peut-on être universaliste en laissant sur le chemin ceux qui n'ont pas notre couleur de peau ou nos origines ?

Autrement dit, il n'y a pas de mal à pratiquer l'action positive. La Sécurité sociale, les impôts, sont des moyens d'assurer la solidarité de la protection sociale. L'action positive est une forme de solidarité. Elle ne consiste pas seulement à trouver un maire asiatique, un préfet maghrébin ou un patron de télévision noir, il s'agit de changer les manières de penser, et reconnaître qu'en définitive, si l'on veut que la télévision reste un lien social, il faut que toutes les catégories de la société s'y retrouvent et y soient culturellement représentées. Il faut faire en sorte que cela se fasse le plus tôt possible, à la radio, à la télévision, dans l'éducation, dans le personnel politique...

Je reviens à la théorie de la communication et au rôle de la télévision : si cette dernière n'est que blanche et s'adresse à tout le monde, un hiatus va s'établir et l'on va déboucher sur une « spirale du silence ». Si l'on veut que le lien social soit effectif, il est nécessaire que, le plus vite possible, la télévision reflète la totalité de la société. Il ne faut pas se dire démagogiquement : « Ah ! Les Métis et les Noirs, c'est formidable ! », mais au contraire, faire en sorte que ceux-ci trouvent leur place de façon *naturelle* dans les maquettes d'émissions classiques ; il n'y a aucun dispositif spécifique à monter. On peut, si l'on veut, créer des émissions d'histoire sur la colonisation ou l'immigration, mais l'accélération de la mise à l'antenne de garçons et de filles de couleurs et de cultures différentes doit s'effectuer naturellement, indépendamment des émissions nouvelles à concevoir. À ce moment-là, la télévision généraliste et publique retrouvera sa fonction de miroir et de lien de la société.

**Guy Lochard** – *Comment se positionner par rapport aux initiatives des chaînes publiques qui se sont dotées de*

Dominique Wolton

« Les médias, qui auraient dû être des accélérateurs... ne l'ont pas été »

responsables en charge de ces questions, alors qu'il n'existe pas d'équivalent dans les autres chaînes, où ce type de démarche est beaucoup plus informel ? Ne peut-on faire le parallèle entre ces initiatives et, par exemple, les Semaines de l'intégration, qui consistent à diffuser un certain nombre de fictions, souvent bien pensantes, sur l'histoire de l'immigration en France ? Ce type ponctuel d'institutionnalisation de la promotion de la diversité culturelle est-il le garant d'une amélioration de la situation, de la représentativité ou de la représentation des minorités visibles ?

**Dominique Wolton** – Le principe général de l'action positive (c'est mieux que le mot discrimination) est qu'elle ne doit pas se voir. Les quotas et les émissions spéciales continuent à tout dichotomiser. La solution consiste à introduire un regard et une identité différents dans les grilles classiques. Je me méfie du politiquement correct qui pourrait, là aussi, intervenir. Des émissions seraient réalisées pour montrer qu'« un Noir, c'est un bon Noir ».

Je sais qu'en théorie de la communication, les stéréotypes de la représentation des préjugés ne disparaissent pas en cinq ans. Donc, ce n'est pas en créant des émissions qui expliquent tout le bien qui devrait en découler que le problème sera résolu.

Mon hypothèse minimaliste revient à dire qu'en plaçant à des postes de responsabilité normale des gens différents par leur couleur et par leur identité, l'antenne et le style à la télévision vont progressivement se colorer. Cette présence physique me paraît plus importante que les autres projets. Il faut établir une action positive assez sophistiquée pour qu'elle ne se voie pas et ne s'annonce pas en tant que telle. Dans la discrimination positive, il peut y avoir une forme de ghettoïsation et de communautarisation, mais il vaut mieux en prendre le risque plutôt que ne rien faire, ce qui se traduirait par un décalage de plus en plus grand entre la réalité sociale et les élites.

## Fonder une France multiculturelle

**Guy Lochar** – Il y a aujourd'hui un blocage au niveau terminologique, et principalement à propos de ce terme de

« minorité visible », qui s'introduit un peu subrepticement dans le débat, tout en n'étant pas vraiment accepté. Le terme d'« immigré » n'est plus adéquat parce qu'effectivement, tous les jeunes qui souffrent aujourd'hui de discrimination, ne sont pas immigrés. Ils sont nés ici. Donc, ce terme n'a plus de sens, il est anachronique.

Par ailleurs, on achoppe aujourd'hui sur la question du comptage ou plutôt de l'inscription dans l'identité administrative de l'appartenance à un peuple, une ethnie, etc. C'est la grande différence qui existe avec les États-Unis et, de manière plus récente, avec la Grande-Bretagne. Quel est votre rapport à ces deux questions qui, bien que différentes, semblent témoigner dans les deux cas d'une situation de blocage ?

**Dominique Wolton** – Les mots sont inadaptés, « minorité visible, immigré, immigration » ne signifient rien. La réalité a été plus rapide que nos capacités de symbolisation, et nous avons un vrai problème de création de mots et de concepts. Il faut refuser la problématique des comptages. Compter les groupes, c'est instaurer le communautarisme et dresser des murs. Avoir une confrontation, oui. Segmenter, non. Il faut à la fois reconnaître les différences et refuser la segmentation. Jouer l'identité relationnelle, c'est-à-dire celle qui reconnaît les différences, mais les intègre dans un cadre plus large. Et refuser l'identité refuge, qui referme les communautés sur elles-mêmes.

La question du comptage des minorités signifie notre échec à les intégrer dans la société civile. Si celle-ci était beaucoup plus hétérogène culturellement, la question du comptage ne se poserait pas. La nature de la société devient une revendication ou un problème, parce que, justement, on a trop longtemps reculé le moment d'admettre que la France était multiculturelle. Donc, transformons le plus rapidement possible notre pays blanc en pays « black-blanc-beur » et, dans quelques années, la question du comptage ne se posera plus.

La question de savoir s'il faut nous compter est le symptôme du fait que la France n'a pas su, en trente ou quarante ans, gérer cette mutation. Une fois que l'on a été reconnu dans sa pluralité, chacun a sa place avec sa couleur. La question du comptage se pose quand l'on a été

« Les médias, qui auraient dû être des accélérateurs... ne l'ont pas été »

Dominique Wolton

complètement castré et l'on refuse d'être compté parce que l'on n'a pas été reconnu. D'une certaine manière, la question du comptage établit le constat de l'échec français.

Aujourd'hui, on ne peut être universaliste qu'à condition d'accepter les différences culturelles et religieuses. En les acceptant, on ne met pas en cause le modèle universaliste, mais on l'adapte à la réalité contemporaine. Ce modèle a été pensé dans les sociétés des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, qui n'avaient rien à voir avec la mondialisation. La mondialisation bouleverse tout, désormais tout est ouvert, on ne s'enfermera plus jamais comme avant et, si tout est ouvert, il faut apprendre à cohabiter. C'est donc une question politique fondamentale.

Le modèle universaliste français ne peut plus être sauvé, car c'est un grand modèle, qu'en acceptant une société multiculturelle et non l'inverse. Plus la réalité multiculturelle est acceptée, moins la question des quotas se pose. Notre crise morale vient du fait que notre discours est totalement inadapté à notre réalité sociologique.

J'ajouterai, pour finir que, le 21 octobre, on a connu à l'Unesco cette victoire, impensable il y a cinq ans : la reconnaissance de la diversité culturelle au niveau mondial. Il va falloir beaucoup d'efforts et d'énergie pour mettre en valeur ce principe démocratique fondamental, et la difficulté que connaît l'Unesco se rencontre aussi dans les États-nations. Comme je l'ai dit plusieurs fois à des personnalités politiques : « *La contradiction majeure dans laquelle vous vous trouvez, c'est que le 21 octobre, à l'Unesco, vous avez signé la convention reconnaissant la diversité culturelle, et une semaine après, pendant les émeutes des banlieues du 27 octobre, vous, les mêmes qui aviez applaudi à la diversité culturelle, vous avez dit : ce sont des barbares ou ce sont des racailles.* » Quelques mois après, la seule leçon de la crise des banlieues, c'est de parler « *d'immigration choisie* ». Qu'est-ce que l'immigration choisie, si ce n'est la *discrimination négative* légalisée ! Les pays riches vont « choisir » leurs immigrés, c'est-à-dire faire le tri ! Exactement comme hier avec l'esclavagisme ! Et on laissera les plus démunis dans le Sud ! Il y a une contradiction majeure. D'un côté on reconnaît enfin le principe de la *diversité culturelle* ; de l'autre, on parle *d'immigration choisie* !

Comment reconnaître la diversité culturelle comme un enjeu au niveau mondial et dans notre pays où il y a un problème de diversité culturelle, traiter de racailles des adolescents qui ne font que dire à la République : « *Vous n'êtes pas fidèle à vos valeurs puisque vous ne nous avez pas intégrés, vous nous avez mis dans des ghettos et vous avez créé une société à trois vitesses.* »

## Les médias auraient dû être des accélérateurs

**Guy Lochard** – *Si l'on revient à la question des médias, peut-on considérer qu'il y a des facteurs propres à ce type d'institution, des normes, des attitudes qui expliqueraient qu'on ait tant résisté, tant tardé à affronter cette question de la représentativité des « minorités visibles », que ce soit au plan professionnel ou dans les programmes ?*

**Dominique Wolton** – Les journalistes sont, en général, de centre-gauche, pas trop conformistes, et dans l'ensemble assez ouverts. Alors, pourquoi n'ont-ils pas vu plus vite ce problème-là ?

Cela tient à deux raisons : la première est le refus d'ouvrir la porte, elle est même très fermée pour toutes les raisons que l'on connaît ; la deuxième réside dans le fait que c'est un milieu très proche du pouvoir, en tout cas de la part des élites. Le milieu des médias est à la fois tiré vers le haut et vers le bas, vers la prolétarianisation. Donc, les prolétaires des médias n'ont rien dit, mais les élites se sont rapprochées de la réalité dominante qui, elle, est blanche.

Il y a une espèce de schisme entre, premièrement, cette posture plus ouverte que celle des autres élites, deuxièmement un corporatisme qui ne les encourage pas à ouvrir la porte, et troisièmement, une « élite médiatique » assez conformiste. C'est ainsi que j'interprète le fait que les médias, qui auraient dû être les accélérateurs de la compréhension de la mutation socioculturelle, ne l'ont pas été. Mais une rupture s'est opérée le 27 octobre, de sorte que les médias, néanmoins, ont accéléré cette prise de conscience. Il est difficile de savoir à l'avance si ce thème va participer de l'agenda politique présidentiel. Dans le lent mouvement des opinions non visibles et non saisissables par les sondages, il n'est pas impossible que les questions de l'identité française, de la société multiculturelle, de

Dominique Wolton

« Les médias, qui auraient dû être des accélérateurs... ne l'ont pas été »

l'universalisme à l'heure de la diversité culturelle, fassent partie des débats de la présidentielle de 2007. Ce serait enfin un progrès. Nous sommes allés tellement loin dans la lepénisation des esprits, tellement loin dans le rejet de l'autre avec ces phrases sur la racaille et l'immigration choisie, tellement loin de toutes nos valeurs démocratiques françaises, que je suis étonné que ni la droite ni la gauche n'aient réagi.

D'une certaine manière – c'est mon hypothèse sur l'intelligence des peuples –, je pense que le mouvement de retour est en train de s'effectuer. Il ne se voit pas, ne se traduit pas par des mots, mais un jour ou l'autre, la France républicaine et démocrate, de droite comme de gauche, dira « *Ça suffit !* » face à ce comportement d'*exclusion* de l'autre. La crise est plutôt positive parce qu'elle va nous contraindre, sans même que les élites politiques l'aient

voulu, à mieux traiter cette question. La prise de position sur les « *racailles* » et l'immigration choisie va certainement renforcer l'extrême hostilité qui existe en France et qui se traduit dans le vote de 15 à 18 % des électeurs en faveur de l'extrême-droite, mais il reste 80 % de l'autre côté, et je pense que parmi ceux-ci, il y aura progressivement un désir d'ouverture et peut-être, sans le savoir, un souhait d'adapter notre discours universaliste à une réalité qui ne l'est plus. C'est une lecture des événements plus positive que celle qui a été effectuée jusqu'alors.

### Consulter :

Dominique Wolton, *Demain la francophonie*, Paris, Flammarion, 2006.

Dominique Wolton, *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003 et 2004.